

*L'Adresse—M. Howie*

questions qui intéressent le plus les gens de sa circonscription, surtout que le gouvernement de sa province n'a pas su s'en occuper à ce moment important de l'histoire de la Colombie-Britannique?

**M. Riis:** Monsieur le Président, je réponds volontiers à la question pertinente de mon collègue. Mes commettants, y compris un citoyen remarquable du nom de Gordon Priestman, m'ont dit qu'ils déplorait surtout que le gouvernement provincial, parfois de concert avec le gouvernement fédéral, n'ait pas su s'attaquer aux graves difficultés qu'éprouvent les gens habitant le centre de la Colombie-Britannique. Je songe à l'accès aux études et aux perspectives de formation. Des obstacles inhérents au système rendent très difficile pour de très nombreuses familles à revenu moyen ou faible de poursuivre des études ou d'obtenir une formation, s'ils ne le leur interdisent pas tout à fait. Puis il y a le refus de s'engager à venir en aide au secteur agricole, aux l'agriculteur et aux éleveurs qui éprouvent des difficultés. Rien n'est prévu pour ranimer leur courage et les encourager à persévérer. Ajoutez à cela le fait que les petits entrepreneurs et les petits fabricants sont grandement désavantagés par rapport aux géants qui leur font concurrence.

Mais leur plus grand reproche, c'est peut-être qu'on ne fait rien pour encourager l'exploitation à long terme de nos ressources forestières. Dans le centre de la Colombie-Britannique, ce sont les ressources forestières qui offrent les meilleures perspectives d'avenir pour le progrès économique et la création d'emplois à long terme. Pourtant, les gouvernements fédéral et provincial nous ont abandonnés en ne protégeant pas ces ressources, de façon que nous puissions assurer un rythme de production soutenu.

Le gouvernement créditiste a effectué des coupes sombres dans les services dont la population a besoin. C'est là, je le sais, une façon bien générale de répondre à mon collègue, mais dans le domaine socio-économique, un gouvernement qui accorderait la préséance à la population plutôt qu'aux entreprises aurait beaucoup à faire et pourrait faire beaucoup.

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) de ses observations cet après-midi. Depuis deux ans que je le connais, j'ai appris à l'admirer. Je déplore dans une certaine mesure qu'il ne fasse pas partie de notre caucus. Peut-être le jour viendra-t-il où nous serons membres tous les deux du même caucus libéral.

Le député de Kamloops—Shuswap est en quelque sorte un de mes voisins. Je suis originaire de Revelstoke. Kamloops n'est pas très loin de l'excellente ville de Revelstoke. Je tiens simplement à signaler à la Chambre que cette partie de notre pays semble fournir d'excellents parlementaires.

**M. Robinson:** Mais des erreurs sont commises de temps à autre.

**M. Nunziata:** Je désire interroger le député sur les quatre piliers du discours du trône comme on les a appelés. Le discours comme tel est fondé sur ce que le premier ministre aime appeler les quatre piliers: la réconciliation nationale, le renouveau économique, la justice sociale et le rayonnement international. Je sais que le député est d'accord avec moi pour dire que nous avons entendu tout cela auparavant. J'aimerais que le député nous fasse connaître, à la Chambre et à moi, le point de vue de l'ouest sur le pilier dit de la réconciliation nationale. Comme nous le savons, il n'y a pas si longtemps, un premier ministre conservateur a commencé à parler de séparatisme dans l'Ouest. J'aimerais que le député nous entretienne de ce pilier et qu'il nous dise si de son point de vue, dans l'Ouest, il a perçu cette réconciliation nationale au cours des deux dernières années.

**M. Riis:** Monsieur le Président, j'ai deux choses à dire en réponse à mon brillant collègue. Tout d'abord, le premier ministre était l'autre jour de passage dans l'Ouest. Lorsqu'un groupe d'employés de Gainers en lutte pour leur survie économique, rien de moins, ont tenté de faire valoir un argument, le premier ministre les a traités de séparatistes. Cela n'a pas très bien passé dans l'Ouest. Je pense que le point de vue qui transparaît dans l'attitude irréfléchie du premier ministre a été le mieux traduit dans les déclarations faites ces dernières semaines par les premiers ministres de la Colombie-Britannique et de l'Alberta qui disaient à toutes fins utiles que le gouvernement conservateur actuel a abandonné l'ouest du Canada. Pour ce qui est donc du rapprochement de l'est et de l'ouest du pays, j'ai bien peur que les politiques du gouvernement n'aient élargi le fossé. Ainsi, le sentiment d'aliénation, et même le «séparatisme» comme l'a dit notre premier ministre, ont resurgi dans le vocabulaire de nombreux Canadiens de l'Ouest.

• (1700)

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

### QUESTIONS À DÉBATTRE

**M. le vice-président:** En conformité de l'article 66 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de York-Est (M. Redway) L'énergie—Le prix de l'essence; le député de Saint-Michel—Ahuntsic (M<sup>me</sup> Killens)—Les produits pharmaceutiques—a) Les recommandations de la Commission Eastman—La position du gouvernement b) Les prix des nouveaux médicaments—La position du gouvernement; et le député de Burnaby (M. Robinson)—Les pénitenciers—On demande pourquoi le premier ministre a choisi sa circonscription.